

RCS : LAVAL
Code greffe : 5301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1992 B 00186
Numéro SIREN : 388 343 105
Nom ou dénomination : OUEST ACRO

Ce dépôt a été enregistré le 12/01/2021 sous le numéro de dépôt 168

OUEST ACRO

Société par actions simplifiée au capital de 605.554 €
Siège social : Parc d'Activité de l'Océane - 53950 LOUVERNE
388.343.105 RCS LAVAL

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 23 DECEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le vingt-trois décembre à onze heures trente, les Associés de la société par actions simplifiée OUEST ACRO se sont présentés au cabinet d'Avocats ZRA, sis 8 quai d'Avesnières à LAVAL (53), sur convocation de la Présidente, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **Rapport de la Présidente,**
- **Rapport du commissaire aux comptes,**
- **Augmentation du capital social en numéraire d'un montant de 800.000 euros, par émission de 7.200 actions au prix de souscription de 111,11 euros, à libérer partiellement à la souscription,**
- **Conditions et modalités de ladite augmentation de capital,**
- **Suppression du droit préférentiel de souscription des associés pour réserver cette émission à la société BARA INVESTISSEMENT,**
- **Rapport du commissaire aux comptes,**
- **Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ci-dessus visée,**
- **Modifications corrélatives des statuts,**
- **Décision à prendre concernant une éventuelle augmentation de capital à effectuer dans le cadre des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 du Code du Travail,**
- **Suppression corrélative du droit préférentiel de souscription des associés,**
- **Pouvoirs pour les formalités.**

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Luc BOISNARD.

Me Laurent POIRIER assure les fonctions de Secrétaire.

Le Commissaire aux comptes de la Société, le Cabinet KPMG, régulièrement convoqué le 15 décembre 2020, est ... *présent*

Le Président constate que la feuille de présence, émargée par les Associés, fait ressortir que les Associés présents ou représentés possèdent *5.159* actions sur les 5.450 actions composant le capital social.

Le Président constate que l'Assemblée est légalement constituée et qu'elle peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- le texte des résolutions qui seront proposées au vote de l'assemblée
- les statuts de la Société
- les lettres de convocation
- les rapports du Commissaire aux comptes
- le rapport de la Présidente

Puis, il rappelle que ces documents ont été tenus à la disposition des Associés dans les délais légaux. L'Assemblée lui en donne acte.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la Présidente.
Il est ensuite donné lecture des rapports du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Après un échange de vues et personne ne demandant plus la parole, il met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Présidente et constatant la libération intégrale du capital social actuel s'élevant à 605.554 €, divisé en 5.450 actions d'environ 111,11 € de valeur nominale unitaire :

- décide d'augmenter le capital de la Société de HUIT CENT MILLE EUROS (800.000 €) par l'émission au prix de souscription de CENT ONZE EUROS ET ONZE CENTIMES (111,11 €), de SEPT MILLE DEUX CENTS (7.200) actions nouvelles de CENT ONZE EUROS ET ONZE CENTIMES (111,11 €) de valeur nominale unitaire, émises sans prime d'émission, ce qui portera le capital de SIX CENT CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE EUROS (605.554 €) à UN MILLION QUATRE CENT CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE EUROS (1.405.554 €).

Ces actions nouvelles seront libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de la souscription, le solde devant être libéré dans les cinq ans de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, conformément à l'article L. 225-144 du Code de commerce.

La souscription à ces actions nouvelles sera ouverte à compter de ce jour jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

Les fonds provenant des versements seront déposés sur le compte ouvert au nom de la Société auprès de la banque de celle-ci.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter du jour de la réalisation de l'augmentation de capital. Elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date.

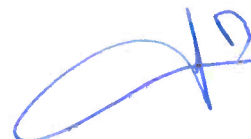
Les actions nouvelles seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'augmentation de capital et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues par les statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport de la Présidente, et sous réserve de l'adoption de la résolution qui précède, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription aux SEPT MILLE DEUX CENTS (7.200) actions nouvelles à émettre, au profit exclusif de la société BARA INVESTISSEMENT.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



Suspension de séance

L'Assemblée générale, à la demande du Président, autorise une suspension de séance afin de permettre à la société BARA INVESTISSEMENT de signer son bulletin de souscription et de libérer sa souscription en numéraire à hauteur de DEUX CENT MILLE EUROS (200.000 €).

Puis l'Assemblée générale constate la souscription, après quoi il est procédé à l'inscription correspondante dans les registres de la Société.

.

. .

.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale extraordinaire prend acte de la souscription de la société BARA INVESTISSEMENT à hauteur de 7.200 actions et constate que la souscription a été libérée partiellement de son montant global, par le versement en numéraire de la somme de DEUX CENT MILLE EUROS (200.000 €), sur un compte ouvert dans les livres de la banque de la Société, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire des fonds y afférent.

En conséquence, l'Assemblée générale constate que les SEPT MILLE DEUX CENTS (7.200) actions nouvelles ont été intégralement souscrites et qu'elles ont été libérées à hauteur de DEUX CENT MILLE EUROS (200.000 €), en conformité avec les conditions de l'émission et que par suite, le délai de souscription étant clos par anticipation, l'augmentation de capital se trouve définitivement réalisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale extraordinaire décide, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, de modifier les articles 6 et 7 des statuts, comme suit :

Article 6 :

Il est inséré un dernier paragraphe, dans les termes suivants :

« Par l'Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 800.000 €, par création de 7.200 actions nouvelles d'une valeur de 111,11 €, pour être porté à la somme de 1.405.554 €. »

Article 7 :

L'article 7 est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social de la Société est fixé à la somme d'UN MILLION QUATRE CENT CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE EUROS (1.405.554 €). Il est divisé en 12.650 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale unitaire de 111,11 €. »



CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de la Présidente, décide, en application des dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société, une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues à l'article L 3332-18 du Code du travail.

En conséquence, l'Assemblée générale décide :

- que la Présidente disposera d'un délai maximum de 18 mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L 3332-2 du Code du travail ;
- d'autoriser la Présidente, à procéder, dans un délai maximum de 5 ans à compter de ce jour, à une augmentation de capital qui sera réservée aux salariés adhérant audit plan et réalisée conformément aux dispositions de l'article L 3332-20 du Code du travail ; en conséquence, cette autorisation entraîne la renonciation de plein droit des associés à leur droit préférentiel de souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports de la Présidente et du Commissaire aux Comptes, décide la suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de Commerce et l'attribution du droit de souscription aux actions nouvelles à émettre, dans les conditions définies par la résolution qui précède, au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce adhérant à un plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire qui seraient mis en place au sein de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, en vue d'effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.

.


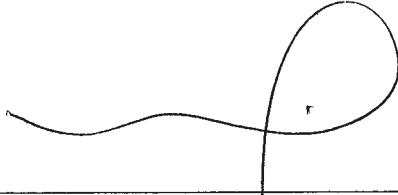
.



Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à midi.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé, après lecture, par le Président et le Secrétaire.

Signatures

Le Président de séance Monsieur Luc BOISNARD	
Le Secrétaire de séance Me Laurent POIRIER	

Inscrit à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
LAVAL 1

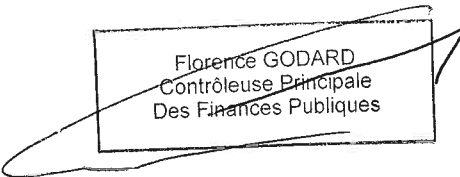
Le 29/12 2020 Dossier 2020 00062174, référence 5304P01 2020 A 03040

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

Le Contrôleur principal des finances publiques


Florence GODARD
Contrôleuse Principale
Des Finances Publiques

OUEST ACRO
STATUTS

Certifiés conformes

La Présidente -

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

Mis à jour suite à l'Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 2020
(Augmentation du capital social)

QUEST ACRO

Société par actions simplifiée au capital de 1.405.554 €
Siège social : Parc d'Activité de l'Océane – 53950 LOUVERNE
388.343.105 RCS LAVAL

STATUTS

ARTICLE 1^{ER}. – FORME.

Initialement constituée sous la forme d'une société anonyme, la société a adopté, à compter 6 avril 2010, la forme d'une société par actions simplifiée.

La société est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2. – OBJET.

La société a pour objet :

- toutes activités généralement quelconques nécessitant l'utilisation de matériel spécifique dans les domaines suivants ;
- les travaux d'accès difficiles et acrobatiques comprenant, l'entretien, la maintenance, la rénovation, le nettoyage, le contrôle d'édifices industriels/urbains/particuliers/ouvrages d'art ...);
- les travaux de protection foudre, installation photovoltaïque, le confortement de parois rocheuses, soutènement ;
- tout type de travaux spéciaux, renforcement de structure, étude, conception, installation et réparation ;
- ponctuellement, toutes activités de loisirs et d'animation, nécessitant l'emploi de matériel spécifique aux travaux acrobatiques, à l'escalade ou à la spéléologie ;
- Et plus généralement, l'achat et la vente de tout matériel ou produits, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ainsi que la participation directe ou indirecte de la société, par tous moyens à toutes entreprises créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social.

La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 3. – DENOMINATION.

La société a pour dénomination :

" OUEST ACRO "

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots «société par actions simplifiée» ou des initiales (SAS) et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4. – SIEGE SOCIAL.

Le siège social est fixé à LOUVERNE (53950), Parc d'Activité de l'Océane.

Il peut être transféré en tout autre lieu situé en France par décision du président. Tout transfert hors de France nécessite une décision unanime des associés.

ARTICLE 5. – DUREE.

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6. – APPORTS.

- | | |
|---|-------------|
| - Lors de la constitution de la société, le capital social a été fixé à CINQUANTE ET UN MILLE FRANCS | 51.000 F |
| - Suivant délibération extraordinaire des associés du 20/04/1995 le capital social a été augmenté de 219.000 F et porté à 270.000 francs avec effet au 01/05/1995 | 219.000 F |
| - Lors de l'augmentation de capital du 17/04/2000 il a été incorporé au capital une somme de UN MILLION SIX CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE FRANCS prélevée sur les autres réserves | 1.697.871 F |
| - Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 04 Novembre 2002, le capital a été augmenté de CENT CINQUANTE CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE QUATRE EUROS, ci par apports en numéraire | 155.554 € |

- Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 2003, le capital a été augmenté de CENT CINQUANTE MILLE EUROS, ci par apports en numéraire	150.000 €
	<hr/>
Total égal au montant du capital SIX CENT CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE QUATRE EUROS	605.554 €

Les associés de la société par décisions en date du 30 novembre 2015 ont approuvé la fusion par voie d'absorption de la société AXO, SAS au capital social de 38.112,25 € dont le siège social est fixé Parc d'activité de l'Océane, 53950 LOUVERNE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 353.634.041 RCS LAVAL, dont elle détenait déjà 100 % du capital social et des droits de vote. En conséquence, l'opération ne s'est traduite par aucune augmentation de capital social de la société.

Les actifs apportés se sont élevés à 952.720 € pour un passif pris en charge 415.152 €.

La différence entre la valeur nette des biens apportés par la société AXO (à savoir 537.568 €) et la valeur comptable inscrite dans les livres de la société absorbante des 250 actions de la société AXO (à savoir 666.590 €), soit 129.023 € est constitutive d'un mali de fusion.

Par l'Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 800.000 €, par création de 7.200 actions nouvelles d'une valeur de 111,11 €, pour être porté à la somme de 1.405.554 €.

ARTICLE 7. - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à la somme d'UN MILLION QUATRE CENT CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE EUROS (1.405.554 €). Il est divisé en 12.650 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale unitaire de 111,11 €.

ARTICLE 8. – MODIFICATION DU CAPITAL.

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, dans les limites prévues par la loi, par décision des associés selon les modalités prévues à l'article 17 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré. Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital est autorisée par décision des associés dans les cas et aux conditions prévus par la loi ; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au président à l'effet de la réaliser.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme que la SAS ou la société anonyme.

ARTICLE 9. – LIBERATION DES ACTIONS.

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, à savoir lors de la constitution, la moitié au moins et lors des augmentations de capital, un quart au moins à la souscription et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission ; le solde restant à verser est appelé par le président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximal de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque actionnaire, trente jours au moins à l'avance.

À défaut par l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure.

De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par la loi du 24 juillet 1966. Ainsi l'actionnaire qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera privé du droit de vote.

ARTICLE 10. – FORME DES ACTIONS.

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires du compte. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11. – TRANSMISSION DES ACTIONS.

Les actions sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte.

Toute transmission et cession d'actions même au profit d'un associé ou du conjoint d'un associé est soumise à l'agrément préalable des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 17.

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération ; en cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, les associés de la société disposent d'un délai maximum de trois mois (date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; Le président notifie la décision au demandeur. À défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'agrée pas la personne désignée, la société est tenue dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Nantissement : Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

ARTICLE 12. – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

À l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la personne d'un autre associé ; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Tout actionnaire indivis peut exercer l'information prévue par les présents statuts (art. 19).

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où le droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 19 des présents statuts est exercé par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 13. – PRESIDENT.

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la société. En présence d'un associé unique, celui-ci exerce cette fonction ou désigne un tiers.

Le président est désigné par décision collective des associés pour la durée qu'ils fixeront. Le président sortant est rééligible.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité prévue à l'article 17 en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable au profit du président.

Lorsqu'une personne morale est nommée président de la société, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient président en leur nom propre en application de l'article L. 227-7 du Code de Commerce.

La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique, à moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposable à la société par actions simplifiée, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés par lettre recommandée à la société. Si la personne morale président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

ARTICLE 14. – STATUT ET POUVOIRS DU PRESIDENT.

La rémunération du président est librement fixée par décision collective des associés de la société.

Toute modification de cette rémunération est également du domaine des décisions collectives des associés.

Le président est le seul représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément à l'article L.227-6 du Code de Commerce.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix ; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du travail auprès du président.

ARTICLE 15. – DIRECTEUR GENERAL.

Le président peut donner mandat à une personne physique (ou à plusieurs) associée ou non, pour l'assister dans ses fonctions, à titre de directeur général.

Dans l'acte de nomination, le président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu.

Le directeur général est révocable, à tout moment et sans motivation, par le président.

En cas de décès, démission ou révocation, du président, le directeur général conserve ses fonctions et attributions ; il provoque une réunion des associés chargée de nommer un nouveau président dont la désignation met fin automatiquement à ses fonctions.

Dans sa décision de nomination du directeur général, le président indiquera :

- si le directeur général a le pouvoir de représenter et d'engager la société vis à vis des tiers, dans ce cas, sa nomination fera l'objet d'une mesure de publicité et celui-ci apparaîtra sur l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés
- si le directeur général n'a pas le pouvoir de représenter la société envers les tiers, dans ce cas, celui-ci devra justifier envers ceux-ci de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président de l'acte de sa nomination délimitant l'étendue de ses pouvoirs.

ARTICLE 16. – CONVENTIONS REGLEMENTEES.

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son président ou l'un de ses dirigeants ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, donnera lieu à l'établissement d'un rapport du Président ou du commissaire aux comptes, si la société remplit les conditions pour le désigner. Échappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président, le dirigeant ou l'actionnaire d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

ARTICLE 17. – DECISION DES ASSOCIES.

1) Décisions collectives obligatoires

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés tant en vertu de la loi que des présents statuts sont celles qui concernent :

- transformation de la société en une société d'une autre forme ;
- agrément des transferts d'actions – nantissement des actions
- continuation de la société malgré la perte de plus de la moitié du capital social ;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de changement de siège selon l'article 4
- la nomination de commissaires aux comptes en cours de la vie sociale ;
- nomination, révocation des membres du comité d'investissement
- fixation du montant global des jetons de présence
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 17 ;
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats. À cet égard, au moins une fois par an et dans les six mois de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

Toute autre décision relève du pouvoir du président.

Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-avant, les décisions des associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le président.

Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.

La décision de consulter les associés appartient au président.

Le président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la production serait admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations ; ces supports seront admis tant pour la consultation des associés que pour la justification de celle-ci envers les tiers.

À cet égard, il appartient au président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consultation retenu offre des garanties suffisantes de preuve et permet, si besoin, d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise.

2) Majorité

Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises de la façon suivante :

- Décisions prises à la majorité de la moitié des voix des actionnaires présents ou représentés :

- continuation de la société malgré la perte de plus de la moitié du capital social ;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la nomination de commissaires aux comptes en cours de la vie sociale ;
- fixation du montant global des jetons de présence
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 17 ;
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats. À cet égard, au moins une fois par an et dans les six mois de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

- Décisions prises à la majorité des trois quarts des voix des actionnaires présents ou représentés :

- transformation de la société en une société d'une autre forme ;
- agrément des transferts d'actions – nantissement des actions
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de changement de siège selon l'article 4 ;

Pour le décompte de la majorité sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné quand le mandat est admis.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, il peut désigner un mandataire en la personne d'un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.

Pour les décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par un autre associé de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial.

- Une décision unanime des associés est exigée pour :

- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable ;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts d'actions, l'inaliénabilité temporaire des actions, l'exclusion d'un associé, l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article L. 227-19 du Code de Commerce.

En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts aux associés lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. Les modalités de consultation des associés sont alors inapplicables.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont répertoriées dans un registre qu'il aura fait coter et parapher.

ARTICLE 18. – MODALITES PRATIQUES DE CONSULTATION.

- a) *Assemblées.* Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ainsi qu'il est prévu à l'article 17.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour ; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation.

Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de huit jours.

Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction ; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote, intervenu résolution par résolution.

Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

b) *Consultation écrite.* En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse, dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés et notamment ceux visés à l'article

Ces associés disposent d'un délai de trois jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote ; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet.

Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par «oui» ou par «non» soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation.

L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

De même si le président l'autorise pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie d'E-Mail sous réserve de l'utilisation d'un logiciel de cryptage.

Dans ce cas, l'associé communiquera au président le code d'accès ; une copie de l'E-Mail sera faite contenant le nom et l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi. Le président certifiera conforme cette sortie papier par rapport au message écran reçu.

Cette copie certifiée sera annexée au procès-verbal de la consultation.

Pour que l'E-Mail soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par «oui» ou par «non» soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé sera considéré comme s'abstenant. Là encore l'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies qui empêcherait une manifestation claire de son vote.

Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et sur lequel sera porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse ; les supports matériels de la réponse des associés quand ils existent seront annexés au procès-verbal.

c) *Actes.* Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte ; l'apposition des signatures et paraphe de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

ARTICLE 19. – INFORMATION DES ASSOCIES.

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, trois jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport du président ou du commissaire aux comptes, si la société en est dotée.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

ARTICLE 20. – EXERCICE SOCIAL.

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** et finit le **TRENTE ET UN DECEMBRE** de la même année.

ARTICLE 21. – ÉTABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX.

À la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion.

ARTICLE 22. – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS.

Une décision collective des associés ou l'associé unique approuve les comptes, sur rapport du Président dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Préalablement, le Président arrête les comptes annuels avant de les transmettre aux associés.

Cette décision peut être prise en assemblée, par consultation écrite ou dans un acte au choix du président et sous réserve d'une information des associés conformément à l'article 19 des statuts.

La décision collective ou l'associé unique se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit «réserve légale». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la «réserve légale» est descendue au-dessous de cette fraction.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs ; ils déterminent notamment la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée ou par le conseil d'administration dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 23. – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu de consulter les associés dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

À défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article L. 225-248 alinéa 4 du Code de Commerce.

Pour le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu conformément aux prescriptions de l'article L. 225-248 alinéa 2 du Code de Commerce.

ARTICLE 24. – DISSOLUTION – LIQUIDATION.

- I) À toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolution anticipée de la société. Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président convoque les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du président, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires.

- II) En présence d'un associé unique, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux articles 1844-5 et 1844-8 modifiés du code civil.

ARTICLE 25. – CONTESTATIONS.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la société ou le président, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a vertical line and a small flourish.